L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 21 FEVRIER 1861.

G. P. WEISSE — N. DUFOUR — E. DUVERGER — S. MARRY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
JEUDI MATIN, 21 FEVRIER.

Voir la seconde page, pour :
LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.
LE MOUVEMENT DU PORT,

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par N. Vigniè, à la Bourse St-Louis—Maison en briques dans les rues Chartres, Conti et Passage de la Bourse.

Par E. Roger & Co, 45 et 47, Vieille-Levée—Chaussures, chemises et vêtements. Aussi—Tabac à chiquer, cigares, &c. Aussi—Orgeadie française variée.

Par D. E. Murphy, sur la Levée, au pied de la rue de la Douane—Canots.

☞ Le 8 du 4 vendre aujourd'hui, à 10 1/2 heures, à l'encolgnure des rues Royale et Ste-Anne, 2me District, la balance du fonds d'un magasin de marchandises sèches, ainsi que l'installation du dit magasin. A crédit, au City Hotel, rue de la Commune, 1er District—Propriété améliorée de valeur, située rue Bienville, entre Villiers et Robertson, 2me District, avec ses lignes de la Banque des Citoyens. Propriété améliorée située rue St-Claude, entre St-Philippe et du Maine, 2me District—Douze terrains de valeur situés dans l'île Pauvre, formé par les rues Palmyra, Bank, St-Patrick et Olympia, 1er District—Terrain avec les bâtisses qui s'y trouvent, situé à l'encolgnure des rues Moreau et Choupic, 3me District.

Propriétés améliorées.

M. N. Vigniè vendra ce jour aux enchères publiques à la Bourse St-Louis, les constructions en briques, à quatre étages, situées dans l'île Pauvre par les rues Chartres, Conti, St Louis et Passage de la Bourse. Pour les descriptions nous referrons le lecteur à un annonce de ventes à l'encan.

Le Droit et la Force.

L'attitude prise par le parti républicain, depuis le commencement de la crise actuelle, a corroboré l'opinion que nous avons émise bien souvent que cette organisation ne repose sur aucun principe stable, sur aucune idée sérieuse et utile et que, sous les théories creuses et les expressions déclamatoires de ses programmes, il n'y a jamais eu qu'un complot d'ambitieux dont le seul but était de s'emparer du pouvoir. Tout parti doit, en effet, sous peine de n'être qu'une secte passagère, représenter un principe ou un intérêt qui touche directement les citoyens qu'il enrôle sous sa bannière. Nous comprendrons l'existence dans un Etat à esclaves d'un parti émancipationiste, car les travailleurs libres qui s'y trouvent peuvent, dans des circonstances données, avoir intérêt à éloigner la concurrence que leur fait le travail des noirs. Mais les mêmes républicaines de la Nouvelle-Angleterre n'avaient uni intérêt à faire la guerre aux propriétaires d'esclaves, et elles ne pouvaient invoquer leur opposition à l'esclavage comme prétexte à leur intervention, puisque l'indépendance complète des Etats, sous le rapport de leurs lois civiles et criminelles, les dégageait de toute responsabilité dans le maintien d'institutions que leur conscience était parfaitement libre de répudier.

A part une centaine de mille de fanatiques que les prêcheurs puritains ont rendus abolitionistes à outrance, il n'y aurait pas eu dans toute le Nord 3 d'éléments suffisants pour former un parti, si la question des territoires n'était venue donner à quelques ambitieux une occasion favorable pour surexciter les préjugés des populations et les entraîner sous une bannière mentense. Le prétexte mis en avant a été d'abord la souveraineté populaire, mais pour réussir il fallait créer, là où il y avait harmonie et concorde, un antagonisme tranché entre les deux sections du pays. Grâce à des circonstances habilement provoquées et à des fautes adroitement exploitées, les mensonges en sont venus à leur fin dans le court espace de huit années. De 1852 à 1860.

Dans cette course haletante, pleine d'efforts prodigieux, les chefs républicains, les yeux uniquement fixés sur le pouvoir, n'entendaient pas l'abîme qu'ils creusaient chaque jour sous la nation, et, au lendemain même de leur victoire, enivrés par leur triomphe, ils ont refusé de croire à la catastrophe, œuvre de leur haine aveugle et de leur ambition effrénée. Les mêmes ont été les premières à comprendre le péril et à se détacher des son disants apôtres de la liberté, aujourd'hui, sur les 1,980,000 citoyens égarés qui ont voté pour M. Lincoln, il en resterait à peine un tiers qui maintiendraient leur vote, s'ils étaient appelés à un nouveau scrutin. C'est aux heures de péril suprême qu'on juge la valeur des hommes de parti. M. Lincoln et ses conseillers se sont montrés en face des événements aussi intelligents qu'impuissants, et l'on peut dire d'eux qu'ils ont eu des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne pas entendre. Ils ont vu le mouvement sécessionniste commencer, grandir rapidement et revêtir une forme palpable, sans rien comprendre et paraître même s'en préoccuper.

Enfin, la sécession est entrée dans le domaine de la réalité, elle est devenue un fait patent, irréconsidérable, et M. Lincoln ne comprend pas encore. Il ne paraît pas se douter qu'en face de la confédération dont il va devenir président se dresse une autre confédération, présidée par un autre homme qui lui même, et prétendant à la même indépendance et à la même souveraineté que celle des Etats Unis. Y est il unanimité absolue dans les Etats séparés, les jurisconsultes de l'école républicaine n'en tiendraient un tel compte. Tout cela ne les regarde pas. Semblables aux rois déchus qui continuent à porter leurs titres et à parler de leurs peuples comme s'ils les gouvernaient, M. Lincoln persiste à se regarder comme le président de trente trois Etats, et à réclamer les forts des Etats Unis, les propriétés des Etats Unis et à traiter de rebelle toute une nation d'hommes libres.

Au moment où l'Europe monarchique s'incline devant le principe de la souveraineté populaire, et où l'Autriche, représentant du vieux régime, consulte elle même l'expression des vœux de ses peuples et reconnaît leur droit à l'autonomie, il est étrange de voir avec quelle obtuse obstination les hommes d'Etat républicains cherchent à se retrancher derrière le principe d'autorité et ne trouvent d'autre issue à la situation que l'emploi de la force. Qu'un despote autojugue un peuple révolté et rétablisse par les armes son autorité méconnue, cela est possible, mais dans un pays de libre gouvernement on se demande vainement comment on pourrait rendre forcé le jeu d'institutions qui exigent une action spontanée de la part des citoyens.

La subtile sagesse des républicains n'a imaginé rien de mieux que d'exprimer la distinction faite par M. Buchanan. Ce n'est pas pour tirer atteinte à l'indépendance civile des Etats, à dit celui-ci, que de garder ou de reprendre par la force les arsenaux et les propriétés des Etats Unis et de percevoir les revenus à l'aide de navires de guerre placés à l'entrée des ports. Le président actuel, ne représentant pas le parti républicain, contre lequel la séparation avait été faite, n'avait pas qualité pour proposer un compromis ou la reconnaissance de la séparation. Mais il n'en était pas de même du nouveau président et de son parti. Ils avaient à choisir entre deux routes : ou répudier leur plateforme qui était opposée à l'interprétation donnée par la Cour Suprême à la Constitution, prendre en considération les griefs du Sud et offrir des garanties acceptables, ou bien, se montrer des le principe disposés à reconnaître la séparation comme droit ou comme fait et proposer d'en régler les bases à l'amiable. A défaut d'hommes mus par un patriotisme sincère, il eut fallu aux républicains des hommes de tête et de sens et non des politiciens qui ne pensaient qu'à se disputer les places et qui ont laissé arriver l'échéance sans songer à faire face au paiement.

Aujourd'hui, ce qui reste du parti républicain se divise en deux classes. Les uns commencent à s'effrayer de la situation et sont disposés à accorder des concessions, de crainte un compromis. Mais il est trop tard et toutes les offres de transaction n'obtiendront pas ce qu'il eut été si facile de réaliser il y a trois mois, les Etats du Sud qui auraient consenti à rester dans l'Union ne voudront pas y rentrer sous la présidence de M. Lincoln. L'autre classe de républicains persiste dans ses vieilles erreurs, et, n'écoutant que ses rancunes, propose les moyens suivants pour faire rentrer dans l'ordre les sept Etats séparés.

1o Maintien et reprise des forts, arsenaux et chantiers des Etats Unis ;

2o Perception des revenus à l'aide de navires de guerre placés à l'entrée des ports, et blocus de ces ports.

3o Suppression du service des malles dans les Etats séparés.

4o Poursuites judiciaires contre les coupables de haute trahison envers les Etats-Unis, et notamment contre M. Jefferson Davis et M. Alex Stephens, Président et Vice Président des Etats Confédérés.

Jusqu'à présent, M. Lincoln n'a pas résondré à accepter l'idée d'un compromis. Ses tendances le portent plutôt vers le second système, l'emploi de petits moyens frisant quelque vous d'énumérer. Malheureusement pour ses intentions bienveillantes, M. Seward, son futur secrétaire d'Etat, refuse d'endosser ce plan de guerre civile. Il croit qu'il y aurait folie à vouloir faire de la coercition contre sept Etats avec le certitude de voir se soulever contre le gouvernement fédéral, non seulement les autres Etats frontières, mais encore la moitié des populations dans le plupart des Etats libres. Si le marine fédérale bloquait Charleston, Mobile et la Nouvelle-Orléans, quelle ressource resterait-il aux armements de Boston et de New-York pour utiliser leurs milliers de navires sinon d'armer une flotte pour aller briser le blocus et rétablir les communications ?

Contester le droit d'un pays de se soustraire au gouvernement [illegible] qui ne sont désormais les ennemis communes des institutions, il n'y a point pas de force qui tiendrait. Jamais le Président ne trouverait dans le Nord assez d'hommes prêts pour soutenir une pareille lutte, en opposition aussi bien avec les intérêts des deux sections qu'avec l'esprit des mœurs et des institutions américaines. Les journaux sages du parti républicain le sentent parfaitement et ils s'élèvent contre les projets de coercition, projets qui deviennent de plus en plus impopulaires dans le Nord. Si M. Lincoln entre dans cette voie, nous pouvons prédire qu'il tombera à Washington même, et que la ville, qui porte le nom du fondateur de la république, deviendra la capitale de la Confédération du Sud. Le sol sur lequel nous vivons est trop jeune encore pour que déjà la force puisse y triompher du droit.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES D'EUROPE

Par le Fulton.

New York, 20 février.—Par le steamer *Fulton* parti du Havre et de Southampton le 6 février, on a reçu les nouvelles suivantes:

On dit que les bases de la Conférence de Paris sur la question syrienne ont été arrêtées.

Le maréchal Bosquet est mort.

Il est depuis longtemps malade, et mort à néanmoins produit une vive sensation dans l'armée française.

La bourse de Paris était lourde. Le 3 0/0 a fermé à 68 f.

Le bombardement de Gaëte, par mer et par terre continuait. Le prince de Carignan était arrivé au camp italien pour assister à la reddition de la place. Les navires espagnols envoyés à Gaëte ont été repassés par l'amiral Bersano.

Les élections au parlement italien sont de plus en plus favorables au ministère Cavour. Les nouvelles reçues des différentes parties du pays sont toujours belliqueuses.

Un télégramme de Rome, du 3, dit que le Pape a donné l'ordre de faire rentrer ses soldats à Rome, malgrés les ordres de M de Merode. Quinze mille soldats ont traversé l'Ombrie pour se rendre dans le royaume de Naples. Les soldats italiens ont évacué les Etats du Pape à la demande de l'empereur Napoléon.

Le steamer *Fulton* a apporté 117,000 liv. st. en espèces.

New York, 20 février.—Le *Saxonia*, de la ligne de Hamburg, est arrivé avec des dates de Southampton du 6.

ETATS CONFEDERÉS.

Montgomery, 20 février.—Hier, au Congrès M. Brooke, du Mississipi, a rapporté un bill pour l'organisation du département d'Etat ; le Congrès a dû s'en occuper en séance secrète. Le Président attend l'organisation d'un département exécutif, qui aura sans doute lieu aujourd'hui, et il désignera probablement demain les membres de son cabinet.

Voyage de M Lincoln.

Troy, New York, 19 février.—Le président est arrivé aujourd'hui en ville reçu un accueil enthousiaste. Il n'a rien dit de nouveau dans son discours.

Poughkeepsie, 20 février.—Dans un discours qu'il a prononcé hier, M. Lincoln a déclaré qu'il pensait qu'avec l'appui des patriotes de tout le pays il serait en état de conduire la barque de l'Etat sains et saufs à travers la tempête.

Washington, 20 février.—Les mesures prises par le Congrès du Sud ont amené les gens des Etats frontières qui sont à Washington, à parler de la nécessité de créer une confédération séparée.

M. T Kingman, ex-représentant de la Caroline du Sud, a reçu une lettre dans laquelle on lit qu'il est fort Sumter sera pris à tout risque avant le 4 mars.

Richmond, 20 février.—M. Preston a fait un discours qui a produit sensation. Il a dit que si l'Union ne pouvait être reconstituée la Virginie devrait se séparer aux Etats confédérés. Une résolution pour affirmer le droit de la Virginie a été adoptée, et renvoyée au comité des relations fédérales.

Baltimore, 20 février.—La convention du Maryland a adopté des résolutions en faveur de la convocation d'une convention du peuple pour le cas où la conférence de la paix échouerait.

St-Louis, 20 février.—Les élections du Missouri donnent une majorité de 40 à 50 mille voix. Il n'y aura pas de partisans de la sécession dans la Convention. Cette nouvelle a fait sensation à Washington. Les partisans de la sécession l'interprètent en ce sens que le Missouri ne quittera l'Union dans aucun cas.

Nebraska City, 20 février.—Le vieux fort Kearney a été occupé hier par les dragons du Nebraska. Il est mis une attaque a été faite pour le prendre. Le drapeau du Sud a été arboré et enlevé et le drapeau Américain a été hissé de nouveau.

Lincoln à New-York.

New York, 20 fév.—Le maire Wood, en recevant officiellement M Lincoln, a parlé de la responsabilité d'un chef magistrat, qui était prêt à accepter le pouvoir avec un gouvernement de bonne foi, à reconstruire, et un peuple loyal à maintenir.

Il a dit qu'il parlait sur ce sujet parce que la ville de New York y était très intéressée, et attendait le rétablissement des relations amicales entre les Etats, comme devant être accomplies d'une manière pacifique, et par des moyens de conciliation, avec l'aide du Tout-Puissant.—(Murmures.)

M Lincoln a exprimé sa profonde reconnaissance sur la manière dont il était accueilli, et a déclaré qu'il ne comprenait pas que la majorité des citoyens n'étaient pas d'accord avec ses sentiments politiques, mais qu'il n'en était que plus reconnaissant, parce que sa réception était le résultat pur et simple de la justice et presque unanime au point de vue des difficultés actuelles.

Il n'en pourrait m'indiquer à consentir volontairement à la dissolution de l'Union, sous laquelle, non seulement New York, mais la contrée entière acquiert sa grandeur, excepté le jour où le pouvoir cessera de lui être fait bien et longtemps que la prospérité et la liberté du peuple seront garanties, mon but sera de sauvegarder l'Union.

Une Convention nationale.

Washington, 20 février.—Les républicains nous disent dans l'Ambrose sont prêts à voter à l'unanimité en faveur d'une Convention nationale, ayant pour mission d'arranger les difficultés actuelles.

La Kansas.—Fort Smith, Ark, 20 fév.—Une tranche extra par terre est arrivée ici aujourd'hui de Sherman (Texas). Elle nous apprend qu'un parti du Texas sur la propriété de la compagnie de la malle, s'emparait hier sur Red River.

On dit, d'après de bons renseignements, que les forts Chadbourne et Belknap ont été pris, et sont maintenant en la possession des assaillants.

Arrivée du Quaker City.

New York, 19 février.—Par le *Quaker City* on a appris que le gouverneur général, par ordre des sécessionnistes avait opposé à la Havane, Cuba, allant admettre en franchise les légumes, le foin et le poisson.

Steamer Canada.—Boston, 20 fév.—Le steamer *Canada* est parti à midi pour Halifax et Boston, n'emportant aucune valeur monetaire.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

Baton Rouge, 20 fév.—La Chambre a passé une partie de sa session du matin à la présentation de divers bills de localité, qui ont été de peu.

Le bill judiciaire a été appelé pour une seconde lecture. Il y a eu une longue discussion relativement à la seconde section M Hamilton a présenté un amendement—Lejeune.

Le bill a été rejeté par 36 voix contre 34.

Le bill a été adopté par 36 voix contre 34.

Le bill a été adopté par 36 voix contre 34.

Le bill a été adop